

Les gendarmes vont-ils finir l'année au chômage technique et sans chauffage à cause du gel des budgets ?



Selon un communiqué du collectif de la Droite populaire, à la fin octobre, la gendarmerie nationale n'a plus les moyens de régler ses loyers aux collectivités territoriales.

Avec Quentin
Michaud

Atlantico : Selon un communiqué du collectif de la Droite populaire, la gendarmerie nationale n'a plus les moyens de régler ses loyers aux collectivités territoriales. Selon ces parlementaires, bon nombre de ces logements sont insalubres et faute d'argent, des familles doivent vivre sans chauffage. Quelles difficultés rencontre actuellement la gendarmerie ? Les gendarmes vont-ils connaître une fin d'année difficile au chômage technique et sans chauffage à cause du gel des budgets ?

Quentin Michaud : Ces problèmes ne sont pas nouveaux. La gendarmerie a toujours été un mauvais payeur. **Elle hérite de problèmes de gestion financière de longue date.** Elle a toujours eu du mal à payer ses loyers, ses GAV (gendarmes adjoints volontaires recrutés sur deux ans renouvelables rémunérés entre 820 et 904 euros net par mois). **Il y a toujours eu des locaux insalubres à rénover car la gendarmerie ne consacre pas de budget à l'entretien des locaux.** Aujourd'hui, avec les crédits qui fondent, ces problèmes sont encore plus mis en valeur.

On n'est pas encore au stade où on ne peut pas rémunérer les gendarmes mais il est vrai qu'il y a des problèmes pour chauffer certaines casernes. Il est vrai que les gendarmes craignent d'avoir des problèmes dans le versement de leur salaire. La gendarmerie n'est pas passée sur Louvois, le logiciel de gestion de paie des militaires. La gendarmerie utilise aujourd'hui un moyen basique de versement des soldes de ces gendarmes. **Pour autant, on n'est pas non plus au bord de la cessation de paiements.**

Les gendarmes déclarent assurer les urgences mais faire moins de prévention. Le gel du budget de la gendarmerie menace-t-il la sécurité des Français ?

Aujourd'hui, un vaste programme est lancé : celui des ZSP (zones de sécurité prioritaire) pour renforcer la sécurité dans les zones sensibles un peu partout en France. On renforce les effectifs mais on ne sait pas si la création d'effectifs promise par le ministre va compenser les besoins aujourd'hui. Le sentiment actuel qui ressort est l'inquiétude. Les gendarmes de jour font leur travail en brigade et leur travail en ZSP la nuit. Les ZSP « surutilisent » certaines ressources humaines au niveau de la gendarmerie.

La sécurité n'est pas pour autant remise en cause, il n'y a pas de déserts ruraux ni d'espaces complètement vides. Il y a plutôt des brigades de gendarmes plus restreintes en termes d'effectifs et de moyens techniques. Celles-ci feront moins de patrouilles, moins de plein d'essence : aujourd'hui il n'y a pas de petites économies.

Denis Favier, ex-patron du GIGN, a dit dans une audition à l'Assemblée nationale devoir faire face aux conséquences du gel des crédits décidés par Bercy. Quel sera, en plus des 6 milliards déjà décidés pour 2013, le nouveau train d'économies ?

Le nouveau train d'économies sera de 2 milliards d'euros en plus des 6 milliards déjà décidés pour 2013. Le ministère de l'Intérieur a engagé une vaste bataille contre Bercy pour sauvegarder son budget. L'idée est de mettre en valeur ce à quoi servent les dépenses pour justifier les crédits. Aujourd'hui la gendarmerie a des crédits qui fondent : les réservistes doivent attendre plusieurs mois pour être payés. **Le général Favier est attentif et la gendarmerie n'est pas en danger, elle a au contraire l'écoute des plus hauts responsables en terme de sécurité publique ou pour des interventions pointues.**

Ces baisses de budget seront trouvées dans les crédits d'équipement, on renouvellera moins d'équipements que prévu. Par exemple, la gendarmerie a annulé le renouvellement des véhicules blindés à roue de la gendarmerie (VBRG) qui ont plus de trente ans d'âge. Il y a une seule utilisation de la gendarmerie et de la police pour la maintenance des véhicules, ce qui permet de faire des économies. Il y a de plus en plus de GAV (expliqué plus haut) car ils coûtent moins cher qu'un gendarme ou officier de carrière. Cela vaut aussi dans la police. **L'économie se fait autant dans la gestion des ressources humaines, dans leur emploi en opérations que dans l'achat d'équipements et la maintenance.**

La gendarmerie peut-elle se retrouver en cessation de paiements ?

On n'est pas là aujourd'hui. Des budgets ont fondus, d'autres vont être stabilisés, on est en crise mais on n'est pas dans une situation où on ne peut plus rémunérer les gendarmes. Les policiers et les gendarmes ont un certain pouvoir.

Entre 2008 et 2019, la Défense aura perdu environ 82 000 emplois. Comment expliquer que ce ministère soit plus touché que les autres ?

Est-ce que la défense est une variable d'ajustement ? Voici la question éternelle Si vous faisiez les mêmes coupes budgétaires ou les mêmes suppressions d'emploi dans un grand groupe français ou dans l'éducation nationale, quelle serait la situation ? **Aujourd'hui les militaires ont le sentiment de faire les frais plus que les autres.**